(Dis)Continuités et moments révolutionnaires

Cône sud, années 1960-1970

Eugénia Palieraki

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/elh/1472>

DOI : [10.4000/elh.1472](https://doi.org/10.4000/elh.1472)

ISSN : 2492-7457

Éditeur

CNRS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 20 novembre 2018

Pagination : 159-165

ISBN : 978-2-271-12431-9

ISSN : 1967-7499

Référence électronique

Eugénia Palieraki, « (Dis)Continuités et moments révolutionnaires », *Écrire l'histoire* [En ligne], 18 | 2018, mis en ligne le 20 novembre 2018, consulté le 16 février 2021. URL : <http://journals.openedition.org/elh/1472> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/elh.1472>

(Dis)Continuités et moments révolutionnaires

Cône sud, années 1960-1970

Il n'est sûrement pas de question plus classique en histoire que celle du binôme rupture/continuité. Elle devient incontournable lorsqu'il s'agit de l'histoire des révolutions. En effet, une partie substantielle des débats historiographiques autour de ce phénomène marqueur de la modernité politique, dont la définition renvoie généralement à une rupture radicale avec l'ancien et à la création *ex nihilo* d'un ordre nouveau, porte sur la part de continuité et de rupture dans les révolutions.

Ici, nous nous référerons moins à des révolutions qu'à des « moments révolutionnaires ». La distinction tient à leur issue : nous aborderons des situations de crise révolutionnaire qui n'aboutissent pas à une transformation de l'ordre socio-économique et politique. Les moments révolutionnaires sont d'un grand intérêt pour l'analyse historique, car ils permettent d'éviter de juger le phénomène en fonction de son seul résultat (soit les discontinuités radicales qu'une révolution aurait produites dans les institutions et les structures socio-économiques). Il convient cependant de se garder de

l'écueil inverse, qui serait de lire les moments révolutionnaires en termes de révolutions manquées ou trahies.

Notre analyse se focalisera sur les expériences du Cône sud des années 1960-1970, marquées régionalement par l'activité de mouvements politiques militant en faveur d'une rupture révolutionnaire. Mais elles sont aussi le théâtre d'une répression croissante qui freine puis élimine, souvent physiquement, les organisations porteuses du projet révolutionnaire. En 1976, l'ensemble des pays du Cône sud – Argentine, Chili, Uruguay – vit sous des dictatures qui se présentent comme des réponses à cette agitation. Ainsi, durant cette période, la région est le terrain d'expérimentations révolutionnaires qui ne parviennent pas à s'installer dans la durée et dont l'issue se révèle même inverse à celle qui était souhaitée. Dans ce sens, le cas du Chili, où Salvador Allende accède au pouvoir par les urnes, est particulièrement illustratif.

Il sera donc ici question d'acteurs et de moments révolutionnaires, de continuités, mais aussi de ruptures et de discontinuités

qui marquent aussi bien les institutions que les subjectivités. Précisons : nous établissons une différence entre rupture et discontinuité. La première comporte l'idée de « table rase », tandis que la seconde n'est pas le contraire de la continuité, mais plutôt une remise en question de l'idée de linéarité que contient celle-ci. La discontinuité renvoie donc à un renversement de courte ou de longue durée des *habitus*, renversement dont les conséquences sont imprévisibles.

Nous évoquerons tout d'abord les acteurs qui, durant la période, ont été le plus souvent considérés comme l'incarnation de la rupture, aussi bien institutionnelle que subjective : les organisations de la gauche armée, guévaristes pour la plupart, et leurs membres. Nous verrons que l'expérience militante au sein de ces organisations est surtout marquée du sceau de la continuité. Quand discontinuité il y

a, celle-ci découle de la répression et du deuil, ou bien, comme ce fut le cas sous l'Unité populaire d'Allende (1970-1973), de l'action collective inscrite dans une certaine durée et dans un cadre institutionnel stable. La discontinuité ne sera donc pas vue ici comme liée au caractère exceptionnel d'une situation révolutionnaire ni comme caractéristique de l'acmé de l'événement, concomitante à une supposée rupture avec les cadres raisonnés de l'action politique et sociale routinière. Elle sera plutôt entendue en termes soit de choc avec l'Autre, soit de rencontre avec l'Autre, quand la politique devient action quotidienne, accessible à tout un chacun. L'histoire du Cône sud durant les années 1960-1970 sera examinée essentiellement à travers les textes politiques ou d'histoire qui ont décrit et pensé ses acteurs et moments révolutionnaires.

Clamer la rupture, s'inscrire dans la continuité

Depuis leur création dans les années 1960-1970, les organisations argentines, chiliennes ou uruguayennes que les historiens classent aujourd'hui dans la catégorie « nouvelle gauche¹ » ont fait l'objet d'un nombre considérable d'études, de natures et d'idéologies différentes. Ces travaux cherchaient à déterminer les causes ayant mené à la création de ces organisations, leur rapport au temps et au contexte qui les ont vues naître, ainsi que la relation entre l'identité du groupe et celle des individus y adhérant.

Jusqu'aux années 2000, la « nouvelle gauche » était considérée comme le principal acteur collectif en mesure de produire un changement révolutionnaire

durant le second xx^e siècle. Cela explique l'intérêt qu'elle suscitait. Ce rôle était d'ailleurs évalué tantôt positivement, tantôt (très) négativement. Aussi, les militants, les intellectuels, les militaires ou les hommes politiques qui ont écrit sur la « nouvelle gauche » l'ont surtout associée à l'idée de rupture avec le passé.

Le militantisme de la « nouvelle gauche » fut d'abord pensé par ses propres membres. À partir des années 1960, ces derniers ont publié des essais autobiographiques ou des textes de propagande² dont l'objectif principal était de justifier l'apparition de nouvelles organisations qui – en Uruguay, au Chili ou en Argentine – venaient s'insérer

dans un paysage politique où les partis de gauche étaient déjà nombreux. Elles étaient ainsi présentées comme des organisations radicalement différentes des autres, incarnant la rupture. La « vieille gauche » communiste ou socialiste était, quant à elle, dépeinte comme réformiste et en continuité avec l'ordre ancien. Néanmoins, la rupture qu'était censée incarner la « nouvelle gauche » n'était en rien synonyme de discontinuité ou d'imprévisibilité : les militants considéraient la rupture révolutionnaire promue par leurs organisations selon un schéma déterministe. Leurs partis étaient appelés, de façon presque métaphysique, à accomplir un seul destin politique : faire la révolution.

L'idée de rupture était étroitement liée à la place centrale que la « nouvelle gauche » accordait aux subjectivités dans le processus révolutionnaire, trait qui se fondait sur la vision politico-militaire guévariste³. À la différence des théories classiques, cette dernière opposait conditions objectives et conditions subjectives de la révolution, et, surtout, considérait que les conditions subjectives suffisaient à déclencher un processus révolutionnaire. Selon cette conception, les révolutionnaires décidés formant le foyer (*foco*) capable d'embraser l'Amérique latine étaient des héros, des êtres exceptionnels, dont les subjectivités n'avaient apparemment pas besoin de rejoindre la situation du monde social. Paradoxalement, les agents de cette même « nouvelle gauche » écrivaient alors leurs premiers récits, dans lesquels leurs subjectivités se dissolvaient dans le récit collectif et leurs trajectoires s'effaçaient derrière la ligne du parti.

À la suite des coups d'État, cette vision de la « nouvelle gauche » comme productrice de ruptures radicales a connu

une deuxième vie pour le moins étonnante. Des auteurs situés à droite ou directement liés aux régimes militaires s'en sont emparés. Dans le but de légitimer la répression politique, ils ont présenté la violence exercée par l'appareil d'État comme une conséquence inévitable des actions de la gauche « terroriste ». Cette gauche-là, séduite par la révolution cubaine, aurait opté pour la voie armée, important des méthodes de lutte politique violentes, en rupture avec les mœurs nationales⁴.

Durant les transitions qui ont fait suite aux dictatures dominaient des récits symptomatiques du triomphalisme libéral⁵. Produits par des intellectuels – pas forcément des historiens – proches des gouvernements de transition, ces récits instaurent la « démocratie comme [seul] horizon collectif⁶ » ou comme seul bon choix⁷ et appelaient à rompre avec un passé violent. Rupture nécessaire, car ce passé était hanté par ses démons, les « terroristes » – de gauche et de droite – qui auraient fait le « mauvais choix » en rompant avec la tradition nationale, forcément démocratique. La « nouvelle gauche » des années 1960-1970 était ainsi encore associée à l'idée de rupture et présentée comme un corps étranger au sein d'une culture politique faite de continuités, démocratiques cette fois-ci.

Face à cette lecture de l'histoire récente, émanation des transitions démocratiques, des interprétations alternatives sont apparues. Elles provenaient d'historiens engagés, militants de la « nouvelle gauche » ou, pour les plus âgés d'entre eux, des droits de l'homme. Réhabilitant les sources orales, ces historiens se donnaient pour objectif déclaré d'offrir une voix aux *sans-voix* du consensus transitionnel. Or, cet intérêt pour les

témoignages militants n'était pas nécessairement un intérêt pour les subjectivités militantes. Dans ces travaux, les membres de la « nouvelle gauche » étaient appréhendés comme des éléments de la « génération de 68 », conçue comme homogène⁸. Quant à la lutte armée, elle apparaissait

comme un choix unanime et naturel, et, surtout, cohérent avec la culture populaire. Ainsi, dans ce récit, l'idée de rupture révolutionnaire coexistait de façon surprenante avec un ancrage de la « nouvelle gauche » dans des traditions nationales de violence populaire⁹.

Discontinuités biographiques : répression et révolution du quotidien

À partir des années 2000, un nouveau revirement historiographique s'est produit. Il s'explique, entre autres, par l'émergence d'une nouvelle génération d'historiens, mais aussi par des conditions sociopolitiques permettant une plus grande distanciation par rapport aux récits héroïques ou, inversement, diabolisant la « nouvelle gauche »¹⁰. Les travaux récents ont souligné les continuités entre le militantisme révolutionnaire des années 1960-1970 et les expériences militantes locales antérieures. Ainsi, l'influence de la révolution cubaine, auparavant considérée comme décisive, a été nuancée et contextualisée. Dans mes recherches sur le Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR) chilien, j'ai montré que de nombreux liens – humains et organisationnels – existaient entre le militantisme des années 1960 et les trotskistes et les socialistes des années 1930. Les membres du MIR issus de la « génération de 68 » voyaient dans leur adhésion à la lutte armée non pas une rupture générationnelle, mais la réalisation des idéaux de leurs parents¹¹. C'est principalement l'attention prêtée aux subjectivités et aux trajectoires militantes qui a permis de

démontrer l'ancrage dans des cultures politiques locales préexistantes.

En outre, les travaux récents ont pointé la complexité et la diversité de la « nouvelle gauche ». Des divergences ont été observées entre les différentes organisations et, à l'intérieur de celles-ci, entre les militants. Elles démontrent que l'adhésion à la lutte armée n'a jamais été unanime, et n'a jamais été mise en œuvre de manière homogène. Ces travaux rappellent par ailleurs que la « nouvelle gauche » était loin d'être la seule à recourir à la violence politique. Les autres partis de gauche, plus encore ceux de droite et, bien entendu, l'armée, ont tous considéré la violence comme une arme politique efficace. La focalisation exclusive sur les révolutionnaires qui ont publiquement adhéré à la voie armée – associée à l'idée de rupture et de table rase – a contribué à biaiser l'image des années 1960-1970, confinant à tort la violence aux seuls « extrêmes ».

C'est sur cette même question que les notions de bifurcation et de discontinuité, bien que les spécialistes des « longues années 1960 » latino-américaines ne les mobilisent pas, pourraient être particulièrement pertinentes pour repenser

les disruptions dans les trajectoires et les subjectivités militantes. En effet, les travaux récents montrent combien le passage effectif à la lutte armée renverse des équilibres fragiles au devenir imprévisible. Quoiqu'elle soit plus témoin qu'historienne, l'ex-Tupamara Clara Aldrighi livre un récit saisissant de la déflagration incontrôlable que produisirent dans son organisation aussi bien le premier assassinat de militants Tupamaros perpétré par la police que le premier assassinat de policiers commis par les Tupamaros, en réponse à la mort de leurs camarades¹².

Cependant, le choix des armes est toujours plus qu'un choix individuel. En ce sens, la question du recours à la violence politique est un observatoire privilégié pour analyser les relations complexes entre structures et subjectivités. Dans le Chili d'avant 1973, pays de longue tradition démocratique, la « nouvelle gauche », qui clamait haut et fort son adhésion à la lutte armée, déposait les armes – qu'elle n'avait d'ailleurs jamais réellement utilisées – avant l'élection présidentielle de 1970 pour ne pas nuire à la candidature d'Allende. Par contraste, en Argentine, pays dont l'histoire au xx^e siècle est marquée par l'autoritarisme et la répression, le passage de la « nouvelle gauche » à la lutte armée s'est traduit par un haut degré de violence, y compris de sanglants assauts de casernes militaires avant le coup d'État de 1976¹³.

Cette spécificité argentine s'explique en partie par la dictature précédente (1966-1973) ainsi que par les agissements de groupes paramilitaires qui dès 1974 torturaient, assassinaient ou enlevaient des militants. En outre, comme le montre Aldo Marchesi, pour les révolutionnaires argentins, le coup d'État chilien a constitué

un traumatisme majeur. Le Chili était l'un des rares pays de la région à bénéficier depuis plus de cinquante ans d'une tradition démocratique. La fin brutale de l'expérience de l'Unité populaire était aux yeux des militants argentins la preuve de l'impossibilité d'une « voie pacifique » et, inversement, celle de la validité de la lutte armée. Les travaux de Marchesi, qui prêtent attention à la fois aux subjectivités et aux évolutions institutionnelles tout en insérant les unes et les autres dans une perspective transnationale, sont d'ailleurs un exemple réussi d'articulation des échelles micro et macro¹⁴.

Les subjectivités militantes apparaissent encore plus fortement saccadées et marquées de discontinuités une fois le moment révolutionnaire passé et la dictature instaurée. Avec la défaite politique, le récit militant linéaire, qui voyait dans la victoire finale le débouché obligé de la lutte politique, entre en crise. En outre, l'atomisation des militants, conséquence de la clandestinité, crée un nouveau cadre d'action, fait de rencontres furtives, de vies sous de faux noms, de sentiment de peur – le tout se terminant souvent par la détention et la mort¹⁵.

Mais la discontinuité n'est pas exclusive de l'expérience de la répression. L'Unité populaire chilienne est, elle aussi, un terrain privilégié pour penser le rapport entre révolution et discontinuités. Bien qu'elle soit taxée de réformisme par de nombreux observateurs et qu'elle soit surtout connue pour sa fin tragique – le putsch du 11 septembre 1973 –, il convient de considérer l'Unité populaire comme un moment révolutionnaire à part entière¹⁶. Tandis que, sur le plan institutionnel, les continuités priment, l'intention affichée par le gouvernement d'Allende de produire la rupture révolutionnaire tout

en respectant les institutions ouvre le champ des possibles et inaugure un long moment révolutionnaire, qui pourrait correspondre à la définition même des conjonctures fluides de Dobry¹⁷.

Dans sa monographie sur les cordons industriels, Franck Gaudichaud s'intéresse aux expériences d'auto-organisation vécues dans ces coordinations territoriales de plusieurs dizaines d'usines – et dans les quartiers avoisinants¹⁸. Il montre que ces mobilisations à visée révolutionnaire ne répondent pas à une logique linéaire. Elles connaissent une trajectoire saccadée où alternent volonté d'autonomie et vision étatiste du changement social. Gaudichaud suit une expérience concrète et montre comment l'exercice

quotidien du politique dans l'usine et le quartier produit des discontinuités dans les subjectivités de celles et ceux qui s'y engagent. Ces discontinuités sont le fruit de la rencontre avec l'Autre. Avec l'Autre politique, d'abord, provoquant souvent des revirements imprévisibles, comme lorsque des ouvriers démocrates-chrétiens, pourtant opposés à Allende, soutiennent des occupations d'usines pour obtenir leur nationalisation. Avec l'Autre social, ensuite, par le biais des « rencontres improbables¹⁹ » entre différents segments d'une société habituée à l'extrême cloisonnement. Se saisissant ainsi de la possibilité d'autres univers, la discontinuité est dans ce cas l'affirmation de la subjectivité par la prise du *risque de l'altérité*²⁰.

Notes

- 1 Sur les polémiques historiographiques autour du terme « nouvelle gauche », voir María Cristina TORTTI, « La “nueva izquierda” en la historia reciente de la Argentina », *Cuestiones de sociología*, n° 3, 2006, p. 19-32.
- 2 Pour l'Uruguay, voir Antonio MERCADER, Jorge de VERA, *Los Tupamaros*, Montevideo, Alfa, 1969 ; Carlos NÚÑEZ, Hugo Alonso BULA, *Los Tupamaros. Vanguardia armada en el Uruguay y antología documental*, Montevideo, Provincias Unidas, 1969. Pour l'Argentine, Norberto FRONTINI, *Los guerrilleros de Salta*, Buenos Aires, s. éd., 1966 ; Iverna CODINA, *Los guerrilleros*, Buenos Aires, De la Flor, 1968.
- 3 Eugénia PALIERAKI, « In arms' way. The 1960s Latin American New Left thinking on war and politics », *Contemporánea*, vol. 8, 2017, <www.geipar.udelar.edu.uy/index.php/category/revista_contemporanea/>.
- 4 Pour le Chili, voir notamment Gonzalo VIAL, *Libro blanco del cambio de gobierno en Chile*, Santiago, Lord Cochrane, 1974.
- 5 Emblématique est ici le prologue d'Ernesto Sábato au rapport de la première commission de vérité créée dans le Cône sud, la CONADEP : *Nunca más*, Buenos Aires, EUDEBA, 1984.
- 6 Hugo VEZZETI, « Conflictos de la memoria en la Argentina », *Lucha Armada*, vol. 1, n° 1, 2005, p. 46-63.
- 7 Michel DOBRY, « Le politique dans ses états critiques : retour sur quelques aspects de l'hypothèse de continuité », dans Michel GROSSETTI et al. (dir.), *Bifurcations. Les sciences sociales face aux ruptures et à l'événement*, La Découverte, 2010, p. 73.
- 8 Gabriel SALAZAR, « De la generación chilena del '68: ¿omnipotencia, anomia, movimiento social? », *Proposiciones*, n° 12, 1986.
- 9 Pablo Pozzi, Claudio PÉREZ (dir.), *Historia oral e historia política. Izquierda y lucha armada en América Latina (1960-1990)*, Santiago, LOM, 2012.
- 10 Aldo Marchesi, Vania Markarian, Eduardo Rey Tristán, Jaime Yaffé sur l'Uruguay ; María Cristina Tortti et Gabriel Rot sur l'Argentine ; Inés Nercesián sur le Brésil, le Chili et l'Uruguay.

- 11 Eugenia PALIERAKI, *¡La revolución ya viene! El MIR chileno en los años sesenta*, Santiago, LOM, 2014.
- 12 Clara ALDRIGHI, *La Izquierda armada. Ideología, ética e identidad en el MLN-Tupamaros*, Montevideo, Trilce, 2001.
- 13 Pilar CALVEIRO, *Política y/o violencia. Una aproximación a la guerrilla de los años setenta*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2013.
- 14 Aldo MARCHESI, « Geografías de la protesta armada », *Sociohistórica*, n° 25, 2009, p. 41-72.
- 15 Cristina MOYANO, « Las memorias militantes y el uso testimonial en la historia política del tiempo presente en Chile: de lo estructural y lo subjetivo », dans Juan Andrés BRESCHIANO (dir.), *El tiempo presente como campo historiográfico. Ensayos teóricos y estudios de casos*, Montevideo, Cruz del Sur, 2010.
- 16 Alfredo RIQUELME, « Política de reformas e imaginación revolucionaria en el Chile constitucional (1933-1973) », dans Marianne GONZÁLEZ ALEMÁN, Eugenia PALIERAKI (dir.), *Revoluciones imaginadas*, Santiago, RIL, 2013, p. 153-184.
- 17 Michel DOBRY, *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Presses de Sciences po, 1986.
- 18 Franck GAUDICHAUD, *Chili, 1970-1973. Mille jours qui ébranlèrent le monde*, Presses universitaires de Rennes, 2013.
- 19 Xavier VIGNA, Michelle ZANCARINI-FOURNEL, « Les rencontres improbables dans "les années 68" », *Vingtième Siècle*, n° 101, 2009, p. 163-177.
- 20 D'après la formule de Stefania Pandolfo commentant le texte de Jacques LACAN, « Le temps logique et l'assertion de certitude anticipée » [1945]. Stefania PANDOLFO, « "The burning". Finitude and the politico-theological imagination of illegal migration », *Anthropological Theory*, n° 7, 2007, p. 332.